



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 002 /OLUCOME /12/2015 PORTANT DEMENTI  
DE DEFORMATION DU CONTENU DE LA LETTRE ENVOYEE AU MEDIATEUR  
DANS LA CRISE BURUNDAISE**

1. Depuis la transmission de sa lettre au Médiateur dans la crise burundaise la semaine dernière, l'Observatoire de lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques(OLUCOME) et son Président Gabriel RUFYIRI ont été, de nouveau, les cibles de véhémentes accusations inventées, on ne sait pas pour quelles raisons, par certaines autorités politiques et ses lieutenants comme Révélien NDIKURIYO Président du Sénat burundais, Willy Nyamitwe conseiller principal en charge de la communication sur les réseaux sociaux et certaines associations de la société civile proches du pouvoir entre autres le Forum des Femmes et cela par les réseaux sociaux et par la Radio et Télévision Nationale du Burundi (RTNB) en date du 30 novembre 2015.
2. Les accusations proférées à l'endroit de l'OLUCOME et de son Président relèvent de la manipulation pure et simple car la lettre adressée au Médiateur, Son Excellence Monsieur YOWERI KAGUTA MUSEVENI, qu'ils reconnaissent pourtant comme Facilitateur dans la médiation inter burundais, ne contient aucune phrase dont les relents seraient ethniques comme ils prétendent le soutenir. **Elle encourage plutôt le Médiateur ou Facilitateur, pour utiliser le terme choisi par eux, et lui demande de mettre les questions à débattre le plus rapidement possible autour d'une table en vue de trouver une solution rapide et durable afin de mettre fin aux violences qui ont déjà emporté plus de trois cents personnes et causé plus de 300.000 réfugiés dans les pays voisins et surtout s'attendre sur la façon d'atteindre les ODD afin d'améliorer les conditions de vie de la population burundaise qui se trouve dans une misère sans nom car le Burundi vient d'être classé le dernier en matière de développement humain durable. Il n'a été question nulle part de changement d'un « Président Hutu » au sommet de l'Etat et le remplacer par « un Président Tutsi ».**

*lp*

3. La « Ligue des droits de l'homme IZERE », tout en reconnaissant à plusieurs reprises à travers sa déclaration du 1<sup>er</sup>/12/2015 que le Président Ougandais est « Facilitateur du dialogue interburundais », elle s'en prend à l'OLUCOME et à son Président en prétendant que « cette lettre est une demande au facilitateur burundais de CONVAINCRE les autorités burundaises d'accepter l'ALTERNANCE au plus haut sommet de l'Etat ». Cependant, la lettre n'a nulle part fait allusion dans son contenu à un quelconque changement institutionnel mais s'inscrit dans la voie de la recherche de la solution par le dialogue avec les autres forces politiques et sociales et auquel le Gouvernement en place se prépare.
4. L'Observatoire déplore le travestissement volontaire du contenu de la lettre pour d'autres fins inavouées mais destinées à ternir son image ou pousser l'autorité administrative à prendre des sanctions contre lui. Mais l'OLUCOME a la ferme conviction qu'elle ne cèdera pas à ce piège puisque cette grossière déformation du contenu de la précitée n'a aucun fondement.
5. Loin de l'OLUCOME cette intention malveillante d'une « Ligue des Droits de l'Homme » et bien plus sur une fausse interprétation et application à ses malveillances des garanties universelles pourtant respectables.
6. L'OLUCOME rassure à la « Ligue des Droits de l'Homme IZERE » qu'il n'a jamais eu d'agenda caché mais a toujours œuvré dans la clarté et en conformité avec la constitution et les conventions et traités internationaux dans l'intérêt général et non pour un parti ou un groupe d'individus. Il a toujours défendu les valeurs qui sont extrêmement chères au Burundi et à l'Observatoire.
7. L'OLUCOME n'a adressé cette correspondance au Médiateur que pour contribuer à la solution viable et pérenne du Burundi par le Dialogue que même le Gouvernement en place n'a jamais refusé mais au contraire est en train de préparer avec le même Médiateur, n'en déplaise à la « Ligue des droits de l'homme IZERE ».
8. La « Ligue » peut-elle interpréter la lettre dont le contenu est si clair dans le sens ethnisant sans se rendre elle-même le chantre de l'ethnisme outrageant en lieu et place des objectifs que s'assigne toute ligue des droits de la personne humaine ? Nous pensons que non pour des raisons évidentes contenues dans sa déclaration précitée.
9. La « Ligue IZERE », sans s'en rendre compte, risque de « ressusciter » la division et violence ethniques au Burundi, intention que l'OLUCOME et toute personne éprise de paix et de la promotion et la défense des droits de l'homme, jugeraient surannée et extrêmement dangereuse pour le pays.

10. L'OLUCOME n'encourage pas la « Ligue IZERE et tous ceux qui l'ont, de façon malveillante, pris à partie dans ce sens mais il les interpelle plutôt dans celui de l'invitation que la communauté internationale a déjà faite avec insistance au Gouvernement en place et à tous les protagonistes de prendre le train de la paix par des négociations rapide et franche. De cette seule manière et en accord avec les partenaires internationaux le rassemblement autour d'une table comme ils l'ont fait en Août 2000 lorsqu'ils ont apporté aux Burundais le plus précieux cadeau qu'est l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, sera porteur de la paix et de la sécurité à notre chère Nation. La « Ligue IZERE » et tous ceux qui croient la soutenir devrait se rappeler que l'Accord d'Arusha est le père légitime des institutions politiques et administratives actuelles du Burundi tant publiques que privées, y compris la « Ligue IZERE » par le biais de la Constitution et toutes les autres lois.
11. Il rappelle à celle-ci que les gouvernements passent mais quand ils instaurent la paix par un Dialogue permanent, le pays avance, progresse et les droits de l'homme sont mieux promus et défendus indistinctement.
12. L'OLUCOME demeure dans cette optique que le Dialogue souhaité par les partenaires du Burundi constitue la préoccupation de la population et est la seule voie prônée par tous mais probablement à l'exception de la « Ligue IZERE », qui prétend pourtant œuvrer pour les droits de la personne humaine.
13. La Médiation est une fois de plus interpellée afin de s'impliquer davantage et avec plus de disponibilité et d'énergie dans la recherche d'une solution aux violences quasi quotidiennes enregistrées au Burundi de toutes parts et aux scènes macabres de cadavres régulièrement découverts dans les quartiers de Bujumbura et à l'intérieur du pays.
14. L'OLUCOME croit que pour toute personne soucieuse de la paix et de la défense des droits de la personne humaine, une mort injustifiée peu importe le côté où elle a lieu, interpelle sa conscience et pousse à trouver une solution durable pour une meilleure protection des droits de la personne humaine.
15. L'OLUCOME réitère au Gouvernement en place, au Parti CNDD-FDD et à tous les partis politiques et partenaires nationaux et internationaux la même requête insistante afin d'apporter sa pierre pour la paix et la sécurité de tous pour un meilleur bien-être de tout le peuple burundais.
16. Il encourage toutes les parties prenantes dans ce sens et les invite à presser le pas car il y va de la paix et de la sécurité pour tous.
17. L'OLUCOME déplore cependant que la Radio Télévision Nationale du Burundi qui fonctionne grâce à la sueur du contribuable burundais sans distinction de parti politique ou de religion ou d'ethnie accorde un cadre de critique d'une

initiative à la paix comme celle qu'il a prise dans le sens d'adresser à l'intention du « **Facilitateur au Dialogue interburundais** » sa préoccupation par rapport à la violence, à l'insécurité et à la désolation d'une partie de la population burundaise. L'OLUCOME fonde cette accusation sur le fait qu'en date du 1<sup>er</sup> décembre 2015, 80 pourcent d'informations passées à la Télévision Nationale étaient des accusations graves et gratuites à l'endroit de l'OLUCOME et son président car plus de quatre organisations proches du pouvoir se sont succédées pour des insultes sur une télévision dite Nationale.

18. Il l'invite à œuvrer pour la paix en accordant l'antenne à ceux qui construisent et à redresser les détracteurs de la paix. L'OLUCOME exige à la Direction Générale de la RTNB de faire passer tout le contenu de la lettre transmise au Médiateur dans la crise burundaise afin de lever tout équivoque.

Fait à Bujumbura, le 04 décembre 2015

